

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Face à la crise politique qui couve : construire le débouché politique

- Social - Retraites -

Date de mise en ligne : samedi 18 septembre 2010

Démocratie & Socialisme

Depuis la défaite de la droite aux régionales, la situation politique a beaucoup évolué. Sarkozy a décidé d'engager la bataille sur les retraites au lendemain des régionales, pour en faire le marqueur de sa volonté d'affirmer l'existence d'une droite décomplexée. Il se heurte au mouvement social.

Il a récidivé sur la sécurité et les Roms cet été. S'il gagne en sympathie chez les sympathisants du Front National, il se heurte aux défenseurs des droits de l'homme, aux républicains sincères et même à l'Europe construite autour de valeurs rejetant la xénophobie.

Comme si cela ne suffisait pas, il continue à couvrir son ministre Woerth, trempé jusqu'au cou dans les affaires Bettencourt-de Maistre et Cie ...

A la crise sociale sur les retraites, dans un contexte d'inquiétudes lourdes sur l'emploi et le pouvoir d'achat, s'ajoute désormais une crise morale. Le Sarkogate que met en lumière le journal Le Monde depuis quelques jours ajoute à cette crise en posant un problème démocratique majeur sur l'utilisation des services secrets à des fins de politique intérieure.

Dans une telle situation, il est normal qu'une crise politique survienne. Plusieurs éléments montrent qu'elle couve.

Une crise de légitimité

D'abord la contradiction entre le vote des députés à l'Assemblée sur les retraites et les attentes d'une majorité de français à préserver la retraite à 60 ans et à négocier une réforme juste : une crise de légitimité s'installe. Déjà des signes de repositionnements à droite se manifestent.

- ▶ Plusieurs sénateurs de la majorité, jusqu'au président du Sénat ont porté une oreille attentive à la proposition de ne pas reculer la borne des 65 ans. D'autres souhaitent répondre à la situation des femmes, premières victimes de la contre réforme Sarkozy- Woerth-Fillon.

On peut donc assister en octobre à une sorte de « remake » de ce qui s'était produit au moment du CPE. La différence de taille, c'est que cette fois-ci le Président lui-même s'est placé aux avant-postes de la bataille. Dans tous les cas de figure il en ressortira affaibli.

- ▶ Les manoeuvres en cours pour constituer un groupe parlementaire allant des villepinistes au Modem en passant par les souverainistes montrent que la droite commence à se craqueler, même si il n'y a rien à attendre de l'attelage improbable qui pourrait sortir de ces manoeuvres politiques, c'est l'image d'une droite unifiée au sein de l'UMP qui en prendra un coup.
- ▶ Le remaniement, annoncé comme réponse à la défaite aux régionales, peine à se mettre en musique et est en partie déjà décrédibilisé par la crise sociale et morale qui a succédé à la défaite politique de mars 2010.

La responsabilité de la gauche

Face à la crise politique qui couve : construire le débouché politique

Dans cette situation - et sans doute plus encore au lendemain du 23 septembre qu'aujourd'hui - la gauche se doit de construire une alternative, un débouché à la crise politique, sociale, morale et démocratique.

Rien ne sert de cacher qu'elle a pris du retard. Elle n'a pas déposé une réponse unitaire sur les retraites à l'Assemblée pour répondre au mouvement social unitaire.

Les hésitations du PS sur les 60 ans comme sur la durée de cotisation n'y sont pas étranger. Les dissonances au sein d'Europe Ecologie/Les Verts ont également participé à l'impossibilité d'une réponse unitaire sur un socle commun. Tout autant d'ailleurs que le besoin du Front de gauche de se singulariser à cette occasion à travers un projet de loi...

Mais des points majeurs font accord :

- ▶ maintenir les 60 ans ou y revenir si la loi devait passer,
- ▶ rechercher des financements avec un meilleur partage des richesses,
- ▶ favoriser l'emploi.

Rien ne justifie plus désormais que sur ce qui est commun, il n'y ait pas de déclaration commune, de campagne commune...

Car le mouvement social a besoin de mesurer qu'une issue politique est possible pour s'engager plus durablement dans l'affrontement social. Si la crise politique survient, il faudra bien face à la contradiction entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, qu'il y ait une alternative crédible et unitaire à gauche pour régler démocratiquement la crise par la dissolution de l'Assemblée Nationale et le recours à des élections générales.

Nous n'en sommes pas encore tout à fait là.

Amplifier le mouvement de contestation tant sur le champ social que politique reste la tâche principale.

JCB - 76